

# La Gazette des Comores

Paraît tous  
les jours sauf  
les week-end

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

22<sup>ème</sup> année - N° 4139 - Lundi 06 Juin 2022 - Prix : 200 Fc

QUALIFICATION CAN 2023

## Comores-Lesotho, une victoire rassurante



Les Coelacanthes battent  
le Lesotho 2-0.

RASSEMBLEMENT CONTRE LA VIE CHÈRE

### Les journalistes empêchés de couvrir le rassemblement

Les journalistes ont été empêchés par les hommes en treillis de couvrir le rassemblement contre la vie chère à la place de l'indépendance samedi dernier. Une énième atteinte à la liberté de presse qui est malheureusement devenue monnaie courante dans le pays. En quoi la présence d'une

dizaine de journalistes dans un espace public constituait-il une menace à l'ordre public ou à la sécurité ? Et ce d'autant plus que le rassemblement de la société civile qu'ils devraient couvrir a été interdit.

LIRE SUITE PAGE 3

Prières aux heures officielles  
Du 06 au 10 Juin 2022

Lever du soleil:

06h 22mn

Coucher du soleil:

17h 49mn

Fadjr : 05h 11mn

Dhouhr : 12h 10mn

Ansr : 15h 04mn

Maghrib: 17h 52mn

Incha: 19h 06mn



## COMMUNE DE MORONI

## Un nouveau Maire et des questions en suspens

*Après la démission de Hassani Mohamed Halidi en tant que maire de la capitale après moult péripéties, ce samedi 04 juin était organisée une élection pour lui trouver un remplaçant. Et c'est l'ancien député de Moroni Nord Abdoufatah Said qui a été choisi pour être le premier magistrat de la capitale.*

**"L**e Roi est mort, vive le Roi». Dans l'Europe médiévale, le peuple avait coutume de scander ces mots pour montrer à la fois la douleur de perdre un monarque mais, aussi la joie de voir le couronnement d'un autre qui va assurer la continuité de la monarchie tout en ouvrant une nouvelle période pleine d'incertitude. Cet adage est en évidence loin du cas de la commune de Moroni, mais il démontre le caractère téméraire du pouvoir, qui du jour au lendemain on peut passer de l'omnipotence à l'impuissance. Comparaison n'étant pas raison, nous n'irons pas plus loin dans l'analyse au risque de se perdre en conjecture.

La chape de plomb qui planait sur la capitale depuis plus de deux mois semble s'éclipser, du moins pour un moment. Depuis l'arrêté 22-004/MII-DATI du 10 février 2022 portant confirmations et nominations des chefs de quartiers de la ville de Moroni, le torchon n'a cessé de brûler entre l'ancien bureau de la mairie et le ministère de tutelle. Le point de non retour de ce conflit a été certainement la motion de révocation instruite par une partie des conseillers communaux le 14 avril dernier. Une démarche contestée par l'équipe en place (arrêté 022-05), mais approuvée par le ministère de l'intérieur qui avait signifié par l'arrêté 22-013/MIIATI/CAB le caractère transitoire du bureau communal et avait sommé le maire de quitter ses fonctions avant la date du 20 mai 2022. Le point d'orgue de cette saga moronienne est donc l'élection de ce samedi 4 juin.

Sur les 53 votants, chefs de quartiers et conseillers élus confondus, en plus de la démission de Mze Soule Elbak, seul un conseiller était absent.



Abdoufatahou Said nouveau maire de Moroni.

Sur les 51 inscrits, Abdoufatah Said a obtenu 31 voix soit 62% contre 19 voix à Abdallah Mohamed Soifeine. A l'issue de cette élection supervisée par la CENI et en présence du préfet du centre, Abdoufatah Said est donc désigné nouvel édile de la capitale. Dès son élection, il a été félicité par le

mairie sortant qui a salué « l'alternance démocratique essentielle à la stabilité de la capitale ». De son côté, le nouveau maire a tenu un discours rassembleur. « Levons nous avec détermination et unité, retrouvons nos manches pour faire de Moroni une belle ville et ordonner. Une ville où il fait bon vivre

», lance-t-il. Cet enthousiasme ne l'a pas empêché de mesurer la charge qu'on vient de lui confier. « C'est une lourde tâche que vous m'avez confiée et je n'épargnerai aucun effort pour être digne de votre confiance », conclut le nouveau maire.

Pour diriger la capitale, le nouveau maire sera accompagné par Mhoussini Bakari 1er adjoint, d'Abdullah Saad ancien directeur de l'ORTC (2ème adjoint), enfin de Samra Bacar Kassim, une revenante car déjà adjointe au temps de feu de Layith Ben Ali. Une note positive est ressortie à l'issue de cette élection tenue sans heurts. Pas de triomphalisme pour les victorieux, une volonté peut être pour eux d'apaiser les tensions de ces derniers jours. Jusqu'à quand durera cette lune de miel, le plus longtemps possible on l'espère. Mais à tout moment, les indomptables démons de la politique Moronienne peuvent se réveiller.

AS Badraoui

## TRANSPORT EN COMMUN

## Les frais de taxi à Mohéli atteignent 1250 FC

*Deux jours après l'arrêté conjoint qui a rehaussé les prix des produits pétroliers, la direction du commerce intérieur en accord avec le syndicat de Wusukani wa Masiwa ont fixé les tarifs des taxis à Mohéli. Lesquels tarifs vont jusqu'à 1250 FC pour se rendre dans la région de Mledjelé situé à seulement 37 km de Fomboni. Une situation qui a dors et déjà impacté le quotidien de la population. Les autorités de l'île et le syndicat des chauffeurs se sont de nouveau rencontrés ce*

*samedi pour revoir ces prix mais chaque camp campe sur sa position.*

**D**ans la foulée de l'augmentation des prix du carburant, le syndicat insulaire des chauffeurs de taxis et la direction régionale du commerce ont fixé les prix de frais de taxis. Des prix qui ne correspondent pas à la réalité du coût de la vie, avec des moyens de subsistance maigres pour une grande catégorie de la population. Pour les taxis villes, le frais passe de 250 FC à 300 FC. Explicable, puisque

lors de la réduction du prix du carburant au début du régime actuel, les chauffeurs de taxis ville de Fomboni n'avaient pas réduit leurs frais. Mais la ligne Fomboni - Itsamia passe de 750 FC à 1000 FC et pour se rendre à Ouallah situé à 37 km seulement de Fomboni sur une route bien praticable, il faut déboursier 1250 FC au lieu de 1000 fc au paravent. Une situation décriée par la population locale. Et cependant que pour se rendre à Mitsamihouli Mdjini situé à 40 km de Moroni, l'on paye 600 FC, moins

de la moitié du prix pour Nioumachi.

Un enseignant de SVT qui vit à Ndrodroni et qui doit venir travailler à Fomboni se demande s'il pourra tenir le coup avec les 2500 FC par jour. Omar Soilihi, un autre professeur de Mathématique de Nioumachi qui enseigne à Fomboni se pose la même question étant donné que son salaire n'a pas bougé d'un iota depuis des lustres.

La région de Mledjelé étant la plus productive de banane à Mohéli, cette augmentation disproportionnée du frais de taxi a d'ores et déjà eu des répercussions sur le marché de Fomboni. Le tas de bananes qui avait commencé à retrouver son aspect d'antan retrouve son niveau du mois de ramadan.

Des taxis circulent presque vides. Certains usagers préfèrent aller à pieds pour faire un peu d'éco-

nomie. « Je préfère aller à pied entre Bandakou (quartier de Djoiezi) et Bandar es Salam. Pour les longs trajets, je n'aurai pas le choix », regrette Ali Soiyifi, un instituteur de Djoiezi qui travaille à Bandar es Salam. Avec la hausse des prix des produits importés depuis quelques mois, la population s'attend encore à la hausse du prix du riz, du poisson et du transport maritime et aérien.

Une réunion qui avait regroupé les autorités insulaires et Wusukani wa Masiwa au niveau régional s'est tenue ce samedi au relais de Singani pour revoir les prix déjà fixés. Aucun consensus n'a été trouvé, chaque partie campe sur sa position. Les négociations vont reprendre ce lundi.

Riwad



Grogne à Mohéli après la hausse du carburant.

## Communiquée

Chers lecteurs nous vous informons que l'adresse du destinataire du courrier relatif au recrutement du coordonnateur du projet « accès à l'énergie solaire aux Comores » est remplacé par l'adresse qui figure dans le nouveau avis à manifestation suivant. La personne à adresser les courriers est madame Najda Said Abdallah Secrétaire générale du ministère de l'énergie, de l'eau et des hydrocarbures

Merci

## RASSEMBLEMENT CONTRE LA VIE CHÈRE

## Les journalistes empêchés de couvrir le rassemblement

Alors que les forces de l'ordre sont tenues de protéger les journalistes pour leur permettre d'exercer leur métier en toute sécurité, l'incident de samedi dernier à la Place de l'indépendance doit interpeller les pouvoirs publics. Samedi 04 juin dans la matinée, les journalistes ont été refoulés sans ménagement des abords de la Place de l'indépendance, alors qu'ils s'apprétaient à couvrir le rassemblement contre la vie chère appelé par la société civile. « On nous a demandé de nous éparpiller, de ne pas constituer un bloc. Plusieurs d'entre nous, ont été refoulés. Ils étaient obligés de rebrousser chemin », témoigne Nassouf Ben Amad, un journaliste de La Gazette qui était censé couvrir cet événement.



La journaliste Tahamida de Hayba FM.

Quant à la journaliste de la radio Hayba FM, elle a vu son téléphone,

qui est également son instrument de travail, cassé par un gendarme sous ses yeux. « J'étais entrain de faire des images illustratives. Soudainement, j'ai vu 4 à 5 gendarmes se diriger vers moi et l'un d'entre eux, m'a demandé de lui donner mon téléphone. A peine je le lui ai remis, il l'a balancé par terre. Je lui ai alors demandé, pourrais-je quand même le reprendre », explique-t-elle sous le choc avant d'ajouter : « Je ne faisais que mon travail. Ce qui m'a sidéré, ce gendarme n'a pas daigné de me témoigner le moindre respect ou regret alors que je n'ai commis aucune infraction ».

Cette énième atteinte à la liberté de presse est dénoncée par des professionnels des médias. « Le fait qu'un gendarme ait détruit le téléphone d'une journaliste ce matin à

Moroni, en marge de la manifestation contre la vie chère qui devrait se tenir à la place de l'indépendance est un exemple parmi des milliers d'autres des dérives de nos forces de l'ordre », écrit Faissoil Abdou, ancien journaliste sur sa page Facebook.

Le directeur de Hayba FM Mohamed Saïd Abdallah Mchangama n'a pas caché sa colère. « L'armée et la police, chargée de nous protéger savent tout sur nous. Par exemple que la journaliste en ensemble marron et portable marron, est ma femme. Par exemple que cet après-midi, je serai très fatigué et que je n'aurais pas de sou ayant acheté 20 litres d'essence. Par exemple que sans téléphone, Tahamida ne pourrait pas m'appeler pour me demander d'acheter de

l'eau minérale et des bananes au marché d'Itsandra en rentrant à Voidjou », regrette-t-il.

Rappelons que lors de la célébration du 03 mai dernier, le syndicat des journalistes aux Comores avait dénoncé un climat délétère pour les journalistes. Et pour cela, il a sollicité des pouvoirs publics leur protection pour un environnement sûr et respectueux de nos droits. « Nous demandons aujourd'hui aux pouvoirs publics de plus de protection. Nous demandons aux forces de l'ordre de nous protéger chaque fois que les circonstances l'exigeront », avait sollicité le Snjc. Malheureusement, une sollicitation qui s'avère un vœu pieux parmi tant d'autres.

Andjouza Abouheir

## LES 50 ANS DE LA CONFÉRENCE DE STOCKHOLM SUR L'ENVIRONNEMENT HUMAIN

## Aller au-delà du PIB comme mesure du bien-être

L'Assemblée générale des Nations Unies, par sa résolution 75/280 du 24 mai 2021, avait décidé de convoquer une réunion internationale à Stockholm pour commémorer les 50 ans de la Conférence historique de Stockholm sur l'environnement humain en 1972.

C'est dans ce cadre que s'est tenu les 2 et 3 juin, la conférence dénommée, «Stockholm+50».

Elle a débuté par des discours d'ouverture et l'élection du bureau. Les délégués ont ensuite entendu les déclarations des gouvernements en séance plénière et ont tenu un «Dialogue de leadership» parallèle à celle sur la réalisation d'une planète saine et de la prospérité pour tous. Les délégués ont élu par acclamation le président Uhuru Kenyatta du Kenya et la première ministre suédoise, Magdalena Andersson, présidents de Stockholm+50.

Le roi Carl XVI Gustav de Suède a rappelé sa participation à la

Conférence des Nations Unies sur l'environnement humain à Stockholm, qui a sensibilisé le public aux problèmes environnementaux en 1972. Prévenant que nous « n'avons plus cinquante ans pour inverser le développement », il a déclaré que les prochaines années allaient être critiques. Le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a exhorté tout le monde à « mettre fin à notre guerre suicidaire contre la nature » car nous savons quoi faire et avons les outils. Il a proposé d'investir dans les énergies renouvelables et les solutions fondées sur la nature, et d'aller au-delà du PIB comme mesure du bien-être.

Les thèmes clés qui ont émergé lors de leurs discours comprenaient : le défi de la triple crise planétaire, la nécessité d'une volonté politique et que les pays honorent leurs engagements existant, l'importance de l'assistance financière et technologique pour les pays en développement, l'impact de la pandémie de Covid-19 et l'invasion russe de l'Ukraine.

Les pays ont également demandé



Le président Azali et sa délégation à Stockholm

une assistance financière et/ou technologique. Aussi le Pakistan, au nom du G-77/Chine, a exhorté les pays industrialisés à assumer leurs responsabilités historiques et à fournir un soutien financier et technologique nouveau et prévisible. Il a appelé à un meilleur équilibre entre le financement de l'atténuation et de l'adaptation, un financement spécifique pour les pertes et dommages, et la mobilisation de 100

milliards de dollars par an pour le financement climatique des pays en développement, avec un nouvel objectif de financement plus élevé d'ici 2025.

Le Maroc, au nom du Groupe Africain, a appelé à des pratiques plus efficaces et moins complexes pour accéder au financement. Le président Azali Assoumani, a appelé à des contributions concrètes aux États les

plus vulnérables. Les sujets abordés comprenaient : le conflit russo-ukrainien, la triple crise planétaire du changement climatique, de la perte de biodiversité et de la pollution, la nécessité d'une coopération multilatérale, y compris une aide financière et un transfert de technologie, pour ceux qui sont le plus durement touchés par les crises et les droits légaux.

A l'issue de la conférence, un ensemble de dix recommandations ont été présentées. Il s'agit entre autres, de placer le bien-être humain au centre d'une planète saine et de la prospérité pour tous, en reconnaissant qu'une planète saine est une condition préalable à la paix, à la cohésion et à des sociétés prospères, de reconnaître et mettre en œuvre le droit à un environnement propre, sain et durable, en réalisant la vision énoncée dans le principe 1 de la Déclaration de Stockholm de 1972 et de faire avancer les résultats de Stockholm+50.

Mmagaza

## HAUSSE DU CARBURANT :

## Les salaires des fonctionnaires seront-ils augmentés ?

La hausse des prix des produits pétroliers, s'est vite répercutée sur les frais de transport en commun. A Mutsamudu, le frais du taxi ville est plus cher qu'à Moroni. Il passe de 250 FC à 350 FC. Et alors qu'on attend toujours l'annonce des mesures d'accompagnement par le gouvernement, des rumeurs portent à croire que les salaires des fonctionnaires pourraient être revus à la hausse comme dans certains pays voisins.

350 FC est le prix du taxi ville et de Bandrani Mutsamudu, Mutsamudu-Ouani-Bazimini. Après deux jours de travail, le gouvernement et Wusukani wa Masiwa se sont convenus dans un hôtel à

Ouani que les tarifs de taxis seront revus en hausse puisque ces chauffeurs ont déjà empoché des millions, puisqu'ils ne respectaient pas déjà les prix qui ont été fixés après la baisse des prix du carburant en 2019.

« Le prix de taxi Mutsamudu ville et les agglomérations de Bandrani-Mutsamudu-Bazimini ville est fixé à 350 fc. De Mutsamudu à Bambao Mtsanga, on est passé de 500 à 700 FC. Pour la ligne Mutsamudu-Domoni on a ajouté 150 FC pour passer à 900 fc. Mutsamudu Nyomakele nord et sud, passent respectivement de 1000 et 1250 FC à 1200 à 1300 fc. Mutsamudu Sima-Bimbini-Bungweni, on a ajouté 200 fc pour

atteindre 700 fc, Mutsamudu-Vouani 850 FC, Mutsamudu-Moya 1200 FC et Pomoni-Cuvette 600 FC », rapporte le délégué en charge du transport à Anjouan. Et d'ajouter que : « Mutsamudu-Cuvette 700 fc, Bambao Mtsanga 750 fc, Koni 800 fc et Jimilime 1000 fc ».

Depuis la hausse des prix, la population exprime son mécontentement face à ces tarifs augmentés brutalement sans concertation. Le délégué en charge de la défense ne manque pas de subterfuges face aux syndicats des taximan. « Le prix de revient du pétrole est de 500 fc le litre, ce qui veut dire qu'on perd 150 fc le litre. Sans oublier que depuis janvier jusqu'à ce renouvellement du dernier stock, on a perdu près de 8

milliards », montre-t-il. Ce ne sont pas les mesures d'accompagnement qui manquent. On accompagne toujours mais les aléas mondiaux ont fixé ces tarifs de carburant. On avait le choix : soit fermer la société les hydrocarbures ou vendre avec ces prix actuels ».

Cette hausse du prix du carburant se répercute déjà sur plusieurs produits et laisse augurer une inflation généralisée. L'électricité passe de 132 à 192 fc le kilowattheure dès samedi dernier selon un arrêté ministériel signé la fin de la semaine dernière pour la catégorie basse tension. Soit une hausse de près de 50%. Le pain a déjà perdu son poids, qui était déjà léger par rapport au prix de 75fc pour la petite bague-

Plusieurs produits qui dépendent de l'électricité vont s'envoler. Nombreux sont les consommateurs qui crient leur désarroi contre la situation chaotique imposée par une dégradation du pouvoir d'achat qui s'amplifie.

Conséquence de ces hausses vertigineuses, les gens préfèrent marcher pour économiser un peu sur leur maigre revenu. À la question de savoir si les salaires seront revus à la hausse, le délégué à la défense, n'écarte pas cette éventualité. Certaines sources avancent l'hypothèse d'une hausse de 12 à 25%, comme l'a fait le gouvernement malgache, pour atténuer la forte inflation des ces derniers mois.

Nabil Jaffar

## FOOTBALL

## Ben Fardou nouvel ambassadeur de l'UCCIA

Ce samedi 4 juin a eu lieu à Moroni, la signature d'une convention de partenariat entre l'UCCIA et Ben Fardou. Ce partenariat qui va durer un an, vise à promouvoir les opportunités d'affaires aux Comores, promouvoir la culture entrepreneuriale et faire mieux connaître le rôle de l'UCCIA.

L'attaquant des Cœlacanthes, Ben Fardou devient officiellement ambassadeur de l'Union des Chambres de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat (UCCIA). Ce partenariat vise à promouvoir les opportunités d'affaires aux Comores, promouvoir la culture entrepreneuriale, faire mieux connaître le rôle de l'UCCIA. Cela, confirme l'attachement de la Chambre pour le monde du sport, et du football en particulier. « Je tiens d'abord à féliciter notre équipe nationale, pour la victoire du vendredi. Vous êtes notre fierté, nos ambassadeurs dans le monde de football. Espérons avoir une qualification pour la Can 2023 en Côte d'Ivoire », avance le président de l'UCCIA, Chamsoudine Ahmed.

Ce nouveau partenariat avec l'attaquant de l'Étoile Rouge de

Belgrade vient confirmer, une fois encore, l'attachement de la Chambre pour le monde du sport, et du football en particulier. « Avec la signature de ce partenariat, Ben Fardou, qui par ses succès professionnels est déjà l'ambassadeur des Comores en Serbie et devient officiellement aujourd'hui ambassadeur de l'UCCIA », poursuit-il.

Selon lui, ce partenariat s'inscrit dans la vision de l'institution de promouvoir l'entrepreneuriat, l'investissement de la diaspora et le développement de compétences de vie favorisant l'employabilité, notamment pour les jeunes. Le partenariat s'articulera autour de 3 axes : Promouvoir le rôle de l'UCCIA auprès de la diaspora entrepreneuriale, promouvoir les opportunités économiques aux Comores auprès de la diaspora comorienne, impulser la culture et le désir entrepreneurial. « Une série d'actions conjointes seront menées tout au long de l'année pour mieux faire connaître les secteurs porteurs aux Comores, les services et l'accompagnement qu'offre l'UCCIA notamment pour le démarrage d'entreprises, et aller à la rencontre des entrepreneurs les plus inspirants des Comores, notamment ceux issus de la diaspora. Ainsi, plus que jamais, l'UCCIA

réaffirme son positionnement de « facilitateur de business » pour les entreprises et les entrepreneurs de la diaspora. Outre la visibilité médiatique, ce partenariat permettra de faire rayonner les Comores et les opportunités d'affaires locales auprès des communautés économiques et sportives de Serbie et des Balkans », dit-il.

Pour le nouvel ambassadeur, il voit dans cette nomination une opportunité personnelle et s'engage à montrer à la diaspora comorienne qu'en tant que joueur des Cœlacanthes il peut vendre l'image des Comores à l'international. « Je vais montrer aussi que l'avenir appartient au peuple comorien. Ce que j'attends, c'est de convaincre les gens qui me suivent surtout la diaspora et leur faire comprendre que l'importance en tant que comorien est d'investir dans le pays, afin de hisser le pays plus haut. Mes coéquipiers étaient là, j'espère que d'autres vont suivre et qu'une porte s'ouvre pour les autres qu'on soit joueur des Cœlacanthes ou autre acteur de la diaspora », déclare Ben Fardou.

Pour rappel, El Fardou Mohamed Ben Nabouhane, né le 10 juin 1989 à Passamainty, sur l'île de Mayotte, est un footballeur interna-



Ben Fardou ambassadeur de l'UCCIA.

tional comorien évoluant dans le club serbe de l'Étoile rouge Belgrade depuis 2018. Il a été champion de Serbie successivement entre 2018 et 2021 et a également remporté la Coupe de Serbie en 2021. Il a également été champion de Ligue 2 en France en 2008 avec

Le Havre AC. Il joue depuis 2014 dans la sélection nationale des Comores et a inscrit le but décisif ayant assuré la qualification historique des Comores lors de la CAN au Cameroun de janvier 2022.

Nassuf Ben Amad



## EXPERTISE FRANCE RECRUTE UN.E CHARGE.E DE GESTION DES SUBVENTIONS ET APPUIS AUX ENTREPRISES

**Intitulé du poste :** Chargé des subventions

**Poste basé à :** Moroni, avec visites de terrain régulières

**Durée de la mission :** 12 mois renouvelables

**Objectif du projet**

Le projet AFIDEV (appui aux filières d'exportation et au développement rural) vise à améliorer la compétitivité et l'organisation des filières d'exportation (vanille, ylang-ylang, girofle) : il doit contribuer à augmenter les volumes et la qualité des productions, à accroître les revenus et à créer des emplois durables. Le projet est financé par l'Agence française de développement dans le cadre du PDFC (Programme de développement France-Comores) ; il est mis en œuvre par Expertise France en partenariat avec le MAPETA (Ministère de l'agriculture, de la pêche, de l'environnement, du tourisme et de l'artisanat).

**Positionnement du chargé de gestion de subvention et appui aux PMPE**

Expertise France recherche un.e chargé.e des subventions pour instruire et suivre les contrats de subvention passés avec les structures publiques et privées bénéficiaires directes du projet AFIDEV. Il appuiera à ce titre, sur le plan administratif et financier, les entreprises appuyées par le projet ainsi que les différents partenaires de mise en œuvre, entre autres l'OCPR, l'INRAPE et les CRDE. Le/la chargé.e des subventions travaillera sous la responsabilité du référent technique expert en commerce international et en gouvernance des filières.

**Missions à remplir**

**Assistance au pilotage de l'appel à projets destiné aux entreprises et coopératives sur la transformation, le conditionnement et la commercialisation de leurs produits :** préparation de

laphase d'identification et d'instruction, analyse des offres, sélection, contractualisation

Instruction, octroi et suivi des subventions attribuées aux partenaires publics de mise en œuvre d'AFIDEV : préparer les contrats de subvention, instruire les demandes de versement

**Suivi de la mise de mise en œuvre des contrats de subvention :** accompagnement des porteurs de projets, contrôle de la qualité et du reporting des projets, création et mise à jour d'un tableau de suivi des rendus et attendus administratifs

**Classement et archivage :** avec l'appui de la CAM (Cellule d'Appui Mutualisée) et de l'assistant.e de projet AFIDEV, organisation et actualisation de l'archivage des documents sur le serveur du projet, sauvegarde mensuelle des données, mise à jour des droits d'accès à de l'arborescence infor-

matique.

**Profil recherché**

Diplôme d'études supérieures (bac+5 minimum) en gestion administrative et financière

Expérience significative dans l'instruction et le suivi des subventions

Expérience professionnelle d'au moins 5 dans la mise en œuvre de projets / programmes de développement d'une envergure similaire.

**Informations complémentaires**

Poste à pourvoir dès que possible. Merci d'adresser lettre de motivation, CV et 2 références d'anciens employeurs à rh.comores@expertisefrance.fr avec pour objet « *Candidature Chargé.e de gestion des subvention et appuis aux entreprises du projet AFIDEV* », au plus tard le 30 juin 2022.

## QUALIFICATION CAN 2023

## Comores-Lesotho, une victoire rassurante

*La première journée des qualifications pour la Coupe d'Afrique des Nations a commencé vendredi dernier pour les Cœlacanthes.*

*Contre le Lesotho, les hommes de Younés Zerdouk ont fait le boulot et se sont imposés par 2 buts à 0. Et le coach a reconnu que les Comores avaient une bonne équipe avec des joueurs qui jouent au plus haut niveau en Europe plus particulièrement en France.*

Le match a débuté sous les chapeaux de roues pour les hommes de Younés Zerdouk qui ont dès les premières minutes de jeu mis le pied dans le ballon. Malgré le vent contraire, ils ont essayé de poser le ballon à terre pour éviter d'être contrés par le vent. Les verts ont buté aussi sur le mur défensif érigé par le Lesotho. Avec neuf joueurs en défense, seul Rethabile Rasethuntsa le numéro 10 était posté aux avants postes pour essayer d'annihiler les phases de construction des cœlacanthes. Une disposition qui gênait énormément les phases de transitions mais à terme, elle a créé des lignes de fractures dans la défense des hommes de Veselin Jelusic le coach du

Lesotho.

Si le dispositif mis en place par le coach du Lesotho tuait toute initiative de jeu de ses protégés, il permettait à son équipe de garder sa cage inviolée malgré les nombreuses tentatives des coéquipiers de Ben Fardou. En tout cas le système a permis aux Australo-Africains de repartir au vestiaire avec le score très honorable de (0-0) malgré la physionomie de la rencontre. Si le score nul et vierge à la mi-temps paraissait un tantinet injuste pour les verts, les bleus et blancs du Lesotho s'en accommodait parfaitement.

La deuxième mi-temps a débuté avec un faux rythme installé par les visiteurs qui consistait à endormir les adversaires pour procéder ensuite à des phases de contres attaques. Se sachant en manque d'inspiration dans les premières minutes de la seconde période, les verts ont donc choisi de procéder par attaque placée profitant de la percussivité de ses joueurs de côté.

A la 58<sup>ème</sup> minute sur une action initiée par Akim Abdallah sur le côté gauche, la balle mal renvoyée par la défense adverse est revenue à Youssouf Mchangama qui



Victoire des Coelacanthés contre Lesotho.

seul du plat du pied a ouvert le score d'un tir imparable. Cette ouverture a permis de décomplexer le jeu des verts mais en même temps à ouvrir des espaces dans la défense des verts ce qui a occasionné quelques

frayeurs dans les cages de Ali Ahamada. Comme à cette 77<sup>ème</sup> minute quand l'attaquant Rethabile Senkoto recevant un ballon en profondeur s'est faufilé entre Younn Zahari et Said Bakar pour ajuster le

gardien des verts, heureusement que ce dernier veillait au grain.

A la 70<sup>ème</sup> minute, Zerdouk a procédé à un double changement en faisant sortir Rafidine Abdullah et Saïd Bakari remplacés par Ahmed Mogni et Ben Djaloud Youssouf. Des changements qui se sont avérés payants quelques minutes plus tard. Après une petite de balle des Crocodiles (Likouena), les attaquants comoriens se sont retrouvés vite aux abords de la surface de réparation des Bleus et d'un joli tir le nouvel entrant Ben Djaloud marqua le deuxième but des verts qui libéra le peuple de Maluzini. Pour préserver son score, le coach des verts a procédé à deux nouveaux changements en sortant Mchangama et Selemani pour les remplacer par le jeune Kassim Ahamada et le jeune talentueux milieu récupérateur Iyad Mohamed récemment promu en ligue 1 avec son club de l'AJ Auxerre. Cette première victoire, met en tout cas les Comores dans des meilleures dispositions avant le match de demain face à la Zambie qui a perdu son premier match (1-3) contre la Côte d'Ivoire.

AS Badraoui



## UNION DES COMORES

Unité- Solidarité-Développement

## CAISSE NATIONALE DE SOLIDARITE ET DEPREVOYANCE SOCIALE

## Direction Générale

## AVIS DE RECRUTEMENT DE CADRES A LA CAISSE NATIONALE DE SOLIDARITE ET DE PREVOYANCE SOCIALE (CNSPS)

En suivant la politique du Chef de l'Etat et de son gouvernement en matière d'assurance maladie, le législateur a adopté la loi N°17012/ AU du 22 juin 2017 relative à la Couverture Sanitaire Universelle (CSU), promulguée par le décret N°17-105/PR du 05 octobre 2017. La Caisse Nationale de Solidarité et de Prévoyance Sociale (CNSPS) est désignée par cette loi comme l'organisme gestionnaire de cette assurance maladie généralisée (AMG).

L'Union des Comores a obtenu un financement de l'Agence française de Développement, en vue de financer le coût du projet d'appui à la mise en place de l'Assurance maladie généralisée en Union des Comores (PAAMG), et se propose d'utiliser une partie des fonds pour le paiement des services autorisés au titre de cet appel à candidatures pour le recrutement des postes suivants au bénéfice de la CNSPS. Ces postes seront soutenus par le Projet PAAMG pour une durée de 24 mois :

- 1 Directeur Général Adjoint – CNSPS
- 1 Directeur de l'Assurance Maladie Généralisée (AMG)
- 1 Directeur du Conventionnement, des Référentiels et des Prises en charge
- 1 Directeur du Système d'information
- 1 Directeur de la Communication et des Relations externes

Tout candidat de nationalité comorienne répondant à un des cinq profils peut soumettre sa candidature pour être recruté à la CNSPS. Le dossier de candidature doit comporter :

- CV détaillé avec photo récente et coordonnées pour contact rapide
- Lettre de motivation
- Photocopie des diplômes et des certificats de travail
- Attestation des formations continues suivies
- Noms, adresses, téléphones de 3 personnes références à contacter

Le dossier est à envoyer sous pli fermé, avec la mention « Candidature au poste de xxxxxx », **au plus tard le lundi 13 juin 2022 à 12h00 (délai de rigueur)** à l'adresse suivante : **DIRECTION GENERALE DE LA CNSPS, MORONI - en face de la Direction Régionale de la Santé au rond point Salimamoud.**

Pour de plus amples renseignements, les termes de référence des postes sont disponibles à la CNSPS et sur demande en envoyant un mail aux adresses suivantes :

[cnsps.km@yahoo.comet](mailto:cnsps.km@yahoo.comet) / ou [communication@paamg.sante.gouv.km](mailto:communication@paamg.sante.gouv.km)



# UNION DES COMORES

Unité – Solidarité – Développement



## MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DE L'EAU ET DES HYDROCARBURES

### PROJET D'ACCÈS À L'ÉNERGIE SOLAIRE AUX COMORES

#### SELECTION DES CONSULTANTS PAR LES EMPRUNTEURS DE LA BANQUE MONDIALE SOLLICITATION DE MANIFESTATIONS D'INTERET

#### Pour le recrutement d'un Coordinateur de l'Unité de Coordination du Projet (UCP) Comores Energie au niveau du Ministère chargé de l'Energie

**Date de l'avis : 30 mai 2022**

L'Union des Comores, par l'intermédiaire du Ministère en charge de l'Énergie (le Client), souhaite développer la production d'énergie solaire dans le pays et améliorer la performance de la Société Nationale d'Électricité SONELEC. Le Client recherche un Consultant individuel (le Consultant) pour l'assister dans le pilotage et la gestion du projet Comores Energie en tant que Coordinateur de l'Unité de Coordination du Projet. Le projet sera financé par l'Association Internationale de Développement (IDA)/Banque Mondiale.

#### 1. Objectif du projet :

L'objectif du projet est de construire des installations de production photovoltaïque (PV) avec stockage d'énergie sous forme de batteries et d'injecter cette énergie photovoltaïque dans le système électrique afin de diversifier le mix énergétique des Comores. La production d'énergie photovoltaïque se substituera à la production thermique classique permettant ainsi de réduire la consommation de produits pétroliers.

#### 2. Mission du Consultant

Le ou (la) Consultant (e) sera placé (e) sous l'autorité directe du Ministère chargé de l'Energie. Il aura, entre autres, pour tâches de :

- Assurer la mise en œuvre et le fonctionnement efficaces du projet, y compris les activités de démarrage du projet, la planification et les rapports trimestriels et annuels, conformément aux dispositions du Manuel d'Exécution du Projet (MEP) ;
- Tenir informé des progrès du projet et des problèmes de mise en œuvre les Comité Technique du Projet (CTP) et Comité de Pilotage du Projet (CdP), et la Banque mondiale ;
- Appuyer le Ministère de l'Energie dans la finalisation de la mise en place de l'UCP, et la finalisation du recrutement de tout son personnel pour s'assurer que les expertises nécessaires y sont présentes, conformément à l'Accord de financement du projet ;
- Superviser le personnel du projet
- Coordonner la préparation des dossiers d'appel d'offre pour les activités du projet selon les méthodes accordées dans le plan de passation de marché du projet, avec le soutien du responsable en passation de marchés de l'Unité de Coordination de Projet (UCP) et des experts techniques du projet et les soumettre à la Banque mondiale pour non-objection ; puis superviser les processus de passation de marchés et la mise en œuvre des activités;
- Signer tous les contrats relatifs aux activités des composantes 3 mise en œuvre par le ministère et 4 du projet;
- Veiller à ce que toutes les activités financées par le projet soient mises en œuvre conformément aux directives environnementales et sociales (E&S) de la Banque mondiale et selon les recommandations soulignées dans les instruments E&S préparés pour le projet;

#### 3. Durée de la mission

Le contrat sera d'une durée de deux ans. Le renouvellement pour la même durée, sera conditionné par une évaluation des performances jugée satisfaisante.

#### 4. Profil du consultant

Cette mission nécessite un Consultant individuel répondant au profil ci-après :

- Un diplôme de niveau universitaire (Bac +4) : Master en sciences économique ou gestion ou juridique ou sociale, ou autres domaines pertinents pour la mission;
- Une expérience globale minimale de 10 ans dans le secteur public et/ou privé ;
- Une expérience spécifique minimale de 5 ans dans la gestion des projets financés par le Gouvernement ou d'autres partenaires de développement. Une expérience dans un projet similaire serait un atout,
- Une expérience minimale de 2 ans dans un poste de responsabilité avéré (par exemple : Directeur Général, Directeur et gestionnaire ou un poste jugé équivalent) dans le secteur public et/ou privé;
- Une expérience avérée du travail d'équipe et capacité à diriger ; Un niveau élevé

- d'enthousiasme, capacité à travailler de façon autonome, à prendre des initiatives et à s'adapter rapidement aux exigences changeantes du programme de travail ;
- D'excellentes compétences en communication orale et écrite, y compris une capacité à communiquer des questions complexes en termes simples et à engager un dialogue fondé sur des preuves ;
- Une expérience dans la planification, la conception et la mise en œuvre de projets d'infrastructure électrique, y compris la production, le transport et la distribution d'énergie renouvelable serait un atout ;
- Une expertise technique en énergie (souhaitable) ou expérience plus large en infrastructure serait un atout ;
- Une maîtrise des langues : français parlé et écrit (requis), la maîtrise de l'anglais serait un atout,
- Une capacité à établir et entretenir des relations et à négocier avec les partenaires ;
- Une capacité de travailler de sa propre initiative ainsi qu'en tant que membre d'une équipe et sous pression ;
- Une excellente aptitude à la gestion du temps et un bon sens d'organisation ;
- Une capacité de gérer plusieurs dossiers à la fois ;
- Bonne maîtrise des outils bureautiques (Office Windows).

Le français sera la langue de référence pour la réalisation de l'ensemble des activités prévues dans le cadre de cette mission.

#### 5. Constitution du dossier :

Les candidats intéressés devront fournir un dossier composé de :

- Une lettre de motivation adressée à madame la Secrétaire Générale du Ministère de l'Énergie de l'Eau et des Hydrocarbure ;
- Un curriculum-vitae actualisé, confectionné suivant le modèle en annexe ;
- Des copies certifiées conformes à l'original des diplômes, certificats et tout autre document attestant l'expérience professionnelle ;
- Une lettre d'engagement à déclarer tout conflit d'intérêt avant l'entrée en fonction ;
- Une copie de la CNI ou Passeport.

Bien plus, le candidat devra avoir un casier judiciaire vierge et ne devra pas avoir été révoqué de la Fonction Publique.

Des renseignements complémentaires en rapport avec les compétences, l'expérience et l'éthique des candidats présélectionnés pour le poste pourraient être vérifiés ultérieurement.

Les termes de références sont disponibles en demandant à l'adresse suivante : [ministereenergie0921@gmail.com](mailto:ministereenergie0921@gmail.com) /Cc : [najdas@yahoo.com](mailto:najdas@yahoo.com)

Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux procédures spécifiées dans le Règlement de Passation des Marchés de l'IDA pour les emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement quatrième édition de novembre 2020. La méthode de sélection est la « Sélection de Consultants Individuels (SCI) ».

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires et obtenir les termes de références à l'adresse ci-dessous et aux heures suivantes : de 08h 30 à 14H 30 (heure locale) du lundi au samedi.

Les manifestations d'intérêt doivent être déposées ou envoyées par email, aux adresses mentionnées ci-dessous au plus tard **le vendredi 17 /06/ 2022 à 9 h 30 (heure locale)**.

A l'attention de : Madame Najda Said Abdallah, Secrétaire Générale du Ministère de l'Energie de l'Eau et des Hydrocarbures

2ème Etage Bâtiment Direction de l'Environnement, Mdé CEFADER

Tél (+269) 775 01 12 / 331 30 86, Moroni -Comores

Ville : Moroni-Comores

BP : 41 Moroni.

Adresse e-mail : [ministereenergie0921@gmail.com](mailto:ministereenergie0921@gmail.com) /Cc : [najdas@yahoo.com](mailto:najdas@yahoo.com)